Napoléon et Ferdinand VII

Napoleon and Ferdinand VII

Gérard Dufour
Aix-Marseille Université

Recibido: 15-V-2011
Aceptado: 7-IX-2011

Resumen

Para Napoleón, Fernando era un enemigo por el mero hecho de ser un Borbón. Además, no sabía casi nada de él cuando los acontecimientos de El Escorial le revelaron que era cobarde y fácil de engañar. La facilidad con la que le atrajo a Bayona y la poca resistencia a sus exigencias, le confirmaron en su opinión, negándose a reconocerlo como rey. Con lo cual, lleno de menosprecio, no cesó de humillarle, exasperándose del servilismo que Fernando le manifestó. La situación militar de 1813 obligó al Emperador a negociar con Fernando e incluso a proponerle la mano de su sobrina Zénaïde. Pero su odio era tal que estaba decidido, en cuanto lo permitieran las circunstancias, a volver a arrebatarle el trono que se veía obligado a devolverle.

Palabras clave: Napoleón, Fernando VII, Bayona, Tratado de Valençay.

Abstract

For Napoleon, Fernando was an enemy by the simple fact of being a Bourbon king. Moreover, Napoleon hardly knew about Fernando until the incidents of El Escorial revealed to him he was a coward and an easy to deceive. The ease with which Fernando fell in the trap of Bayona and his little resistance to his requirements confirmed the Emperor of his opinion. In this way, Napoleon in disdain, kept humiliating him by exasperated by the servility he demonstrated. The military situation in 1813 obligated Napoleon to negotiate with Fernando and even to suggest a marriage with his niece, Zenaide. However, his hatred was such that, as soon as the circumstances permitted, he was determined to dethrone the king.

Keywords: Napoleon, Ferdinand VII, Bayonne, Treaty of Valençay.

«Si Bonaparte eut fait pendre le prince de la Paix, renvoyé Ferdinand VII en Espagne avec la constitution de Bayonne, une de ses nièces pour femme, une garnison de 80.000 hommes et un homme d'esprit pour ambassadeur, il tirait de l'Espagne tous les vaisseaux et tous les soldats qu'elle pouvait fournir»[1]. Telle était du moins l'opinion exprimée par Henri Beyle dans la *Vie de Napoléon* qu'il composa à Milan en 1817-1818 et ne fut publiée pour la première fois que dans les œuvres complètes de Stendhal, en 1929[2]. Ce fut aussi, *in fine*, celle de l'Empereur, qui estimait toutefois qu'il n'aurait dû adopter cette solution qu'après la désastreuse campagne de Russie[3]. De fait, le mépris qu'il professait à l'égard de Ferdinand ne pouvait en aucun cas l'amener à composer avec lui avant qu'il ne fût obligé par la force des armes à s'extraire du «bourbier espagnol» dans lequel il s'était lui-même précipité.

La tache originelle d'être un Bourbon

Avant même d'avoir pu se forger la moindre opinion sur l'héritier de la couronne d'Espagne, Napoléon l'avait jugé: c'était un Bourbon, et donc un ennemi. Il arriva, paraît-il, à l'Empereur, une fois marié à Marie-Louise, de parler de Louis XVI en l'appelant son «pauvre oncle»[4]. Mais jusque là, la menace que faisait peser sur son trône l'existence d'une branche «légitime» l'avait poussé à souhaiter la disparition sinon physique (comme dans le cas du duc d'Enghien), du moins politique des Bourbons. Selon Bourrienne, «le nom de ces seuls princes lui causait des terreurs secrètes» et il lui «parlait souvent d'élever un mur d'airain entre la France et eux»[5]. Certes, on ne saurait se fier aveuglément aux propos de cet ancien condisciple et confident de Bonaparte qui, dépité d'avoir perdu la confiance du Premier Consul qui l'exila à Hambourg en 1802 en raison de malversations notoires dans la soumission de l'équipement de la cavalerie française, garda à Napoléon une rancune tenace

1. STENDHAL, *Napoléon I. Vie de Napoléon*, établissement du texte et préface par Henri Martineau, Paris, Le Divan, 37 rue Bonaparte, 1929, pp. 154-155.
2. *Napoléon*, texte établi et annoté avec un avant-propos par Louis Royer; préface d'Albert Pingaud, in *Oeuvres complètes de Stendhal publiées sous la direction de Paul Arbeld,* Paris, Champion, 1929, 2 vols.
3. BERTRAND, Général, Grand Maréchal du Palais, *Cahiers de Sainte-Hélène. Journal 1818-1819. Manuscrit déchiffré et annoté par Paul Fleuriot de Langle*, Paris, Editions Albain Michel, 1959, p. 228.
4. TULARD, Jean, *Napoléon ou le Mythe du sauveur. Nouvelle édition revue et complétée, une filmographie et des tableaux annexes,* Paris, Arthème Fayard, 1987, p. 391.
5. *Mémoires de Monsieur de Bourrienne, ministre d'Etat, sur Napoléon, le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration,* tome troisième, Bruxelles, Auguste Walhen et H. Tahlier, libraires, 1829, p. 114.

qui lui valut la reconnaissance de Louis XVIII et d'être fait ministre d'Etat: ses «erreurs volontaires ou involontaires» furent d'ailleurs dénoncées dès la parution de ses *Mémoires* par diverses personnalités civiles et militaires de l'Empire parmi lesquelles Cambacérès, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, le général Belliard, le baron Méneval… et le comte de Survilliers, autrement dit l'ex-roi Joseph[6]. Toutefois, un témoin moins suspect, le maréchal Jourdan, confirme les propos de Bourrienne en déclarant dans ses *Mémoires*:

> «Nous croyons que le projet d'expulser la dynastie régnante était dans sa pensée depuis longtemps. Nous fondons notre opinion sur un long entretien que ce prince [Napoléon] eut à Vérone en 1805 avec l'auteur des présents mémoires dans lequel, cherchant à démontrer la nécessité de rétablir l'empire d'occident, tant pour l'affermissement de sa dynastie que pour la sureté de la France, il répéta plusieurs fois qu'un Bourbon sur le trône d'Espagne était un voisin dangereux pour la France»[7].

C'était d'ailleurs ce que Talleyrand n'avait cessé de lui répéter, comme l'a justement souligné André Fugier dans son remarquable ouvrage sur *Napoléon et l'Espagne, 1799-1808*[8]. A Bayonne, Napoléon fit même cette confidence au chanoine Escoiquiz: «il est impossible que vous ne voyez pas comme moi que tant que les Bourbons règneront en Espagne, je ne pourrai m'attendre à avoir avec cette puissance une alliance sincère»[9]. A Sainte-Hélène l'Empereur confessera même à son grand maréchal du palais, le général Bertrand, qu'il avait été conduit à commettre sa plus grande faute, l'expédition d'Espagne, «par l'opinion qu'il fallait chasser d'Espagne les Bourbons» et qu'il avait «là-dessus des idées erronées»[10]. Mais en 1808, quelle que fût la personnalité du

---

6. *Bourrienne et ses erreurs volontaires et involontaires, ou Observations sur ces* [sic] *mémoires par MM. le général Belliard, le général Gougaud, le Cte. d'Aure, le Cte. de Survilliers, le Bon Méneval, le Cte Bonacossi, le prince d'Eckmülh, le Bon Massias, le Cte Boulay de la Meurthe, le ministre de Stein, Cambaceres, recueillies par A. B. [A. Bulos],* Paris, Heideloff, 1830.
7. *Mémoires militaires du maréchal Jourdan (Guerre d'Espagne) écrits par lui-même, publiés d'après le manuscrit original par M. le vicomte de Gouchy,* Paris, Ernest Flammarion, éditeur, 26, rue Racine, près l'Odéon, s.f., p. 9.
8. FUGIER, André, *Napoléon et l'Espagne, 1797-1808,* Paris, Librairie Félix Alcan, 1930. Pour des raisons de commodité, nous avons utilisé la traduction en espagnol réalisée par Elena Bernardo et Alicia Martorell, avec introduction d'Emilio La Parra López, *Napoléon y España, 1797-1808*, Madrid, Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales-Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2008. Dans cette version, pp. 640-641.
9. ESCOIQUIZ, Juan, *Conversation...*, cité par de Pradt, *Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne, par l'auteur du Congrès de Vienne, etc., etc. (M. de Pradt, archevêque de Malines),* Paris, chez Rosa, Libraire, au Cabinet littéraire, grande Cour du Palais-Royal et rue Montesquieu, n.° 7 ; et chez M^me^.V^e^. Perronneau, Imprimeur-Libraire, quai des Augustins, n° 39, 1816, p. 17, n. 1.
10. BERTRAND, Général, *Cahiers de Sainte-Hélène…*, p. 225.

prince des Asturies, en tant que Bourbon, il était politiquement incompatible avec Napoléon qui l'avait jugé sans avoir la moindre idée de ses principes et de ses dispositions à son égard.

Un parfait inconnu

Dans sa *Vie de Napoléon*, Stendhal soutint également qu'au début de 1808 «tout ce que Napoléon savait du prince des Asturies, c'est qu'il avait osé lui demander la main d'une de ses nièces»[11]. L'Empereur le reconnut lui-même, quand il fut informé des évènements d'Aranjuez, en déclarant à Savary:

> «Si le prince des Asturies règne, j'ai besoin de connaître ce prince, de savoir s'il est capable de gouverner lui-même, et dans ce cas, quels sont ses principes.
>
> S'il doit gouverner par ses ministres, je veux savoir par quelle intrigue il est dominé et si nos affaires pourraient rester à cette cour sur le pied où elles étaient à la cour du roi son père»[12].

Ce manque d'information de Napoléon sur la personnalité du prince des Asturies et son entourage ne laisse d'être surprenant. Mais ce n'était que la conséquence de l'indifférence qu'il avait jusque là manifestée pour ce qui se passait Outre-Pyrénées: comme l'a souligné André Fugier, la conviction que les seules relations avec l'Espagne qui pouvaient avoir quelque intérêt pour lui étaient celles qu'il avait avec le Prince de la Paix l'avait même conduit à laisser vacant le poste d'ambassadeur à Madrid du 22 mai 1806 au premier janvier 1807, soit pendant sept mois[13]. Mais, à défaut d'informations et d'analyses précises, Napoléon (qui se targuait, non sans raison, de savoir rapidement juger les hommes) s'était déjà formé une opinion bien arrêtée sur l'héritier de la couronne d'Espagne.

Une première impression vite confirmée

La demande de Ferdinand d'épouser une princesse impériale et son attitude quand fut découvert le «complot de l'Escurial» avaient en effet mis à nu ses faiblesses aux yeux de l'Empereur. Contrairement à ce que pensait Stendhal, c'était moins l'impudence de la requête que l'imprudence de la démarche qui l'avait frappé. Que l'ambassadeur de France, Beauharnais, eut agi sur ordre ou

11. STENDHAL, *Napoléon*…, p. 121.
12. SAVARY, M., *Mémoires du duc de Rovigo pour servir à l'histoire de Napoléon*, Paris, A. Bossange, rue Cassette n° 22, Mame et Delaunay-Vallée, rue Guénégaud, n° 25, 1828, t. III, p. 252.
13. FUGIER, André, *Napoleón y España 1799-1808*…, p. 454.

motu propio, le prince des Asturies s'était livré pieds et poings liés à Napoléon. Il ne manqua d'ailleurs pas de le lui rappeler dans un courrier qu'il lui adressa de Bayonne le 13 avril 1808 en lui disant benoitement:

> «Quand le roi Charles me fit part de l'événement du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial»[14].

En outre, l'attitude de Ferdinand lors de son arrestation le 29 octobre 1807 permit à l'Empereur de déceler un autre trait du caractère du prince des Asturies: la lâcheté. Les deux lettres que ce dernier adressa à au Roi son père et à Madame sa mère pour implorer leur pardon lui parurent si révélatrices de l'inconsistance de leur auteur qu'il en fit communiquer la traduction à la presse qui s'empressa de les publier intégralement: le *Moniteur*, le 18 novembre 1807[15]; le *Journal de l'Empire*, le lendemain[16]. Des ordres avaient sans doute été donnés aux journalistes, puisqu'aucun d'entre eux ne s'avisa d'ajouter le moindre commentaire aux documents révélés à leurs lecteurs: ces billets se suffisaient à eux-mêmes pour discréditer l'héritier de la couronne d'Espagne auprès de l'opinion publique française en dévoilant toute l'étendue de sa veulerie. Mais la perception par l'Empereur d'un Ferdinand facile à duper et pusillanime fut indubitablement décisive quand il décida de la stratégie à adopter pour détrôner les Bourbons d'Espagne en organisant le «guet-apens de Bayonne».

Napoléon ne s'était trompé que sur un point: jamais il n'aurait pu imaginer que la naïveté du prince des Asturies pût l'amener, de son plein gré, à se précipiter dans le piège qu'il lui tendait. Certes, pour l'engager à se réunir avec lui, il lui avait promis, dans une lettre qu'il lui adressa à Vitoria le 13 avril 1808, de ne faire aucune «aucune difficulté» pour le reconnaître comme roi d'Espagne s'il était avéré que l'abdication du roi son père avait été «de pur mouvement» et qu'il n'y avait pas été poussé par l'émeute d'Aranjuez. Par ailleurs, tout en le tançant d'avoir sollicité une alliance matrimoniale à l'insu du souverain, il lui avait assuré qu'il tenait le mariage d'une princesse française avec Son Altesse Royale pour conforme à l'intérêt de ses peuples et surtout comme une circonstance qui l'attacherait par de nouveaux liens à une Maison dont il n'avait eu qu'à se louer depuis qu'il était monté sur le trône[17].

---

14. *Correspondance de Napoléon I publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III*, Paris, Henri Plon, éditeur des œuvres de l'Empereur, rue Garancière, 8 - J. Dumaine, libraire-éditeur de l'Empereur, rue Dauphine, 30, t. XVII, 1865, p. 11.
15. *Gazette nationale ou Le Moniteur universel,* mercredi 18-XI-1807, n° 323, p. 1241c.
16. *Journal de l'Empire,* jeudi 19-XI-1807, p. 1.
17. *Correspondance de Napoléon I…*, t. XVII, p. 11.

Mais Napoléon n'était nullement persuadé que le prince des Asturies se laisserait prendre à ces belles paroles et à ces promesses qui, selon le mot attribué à Talleyrand, n'engageaient que celui qui y croirait. Pour obliger Ferdinand à passer la frontière, l'Empereur était en effet déterminé à employer la force et, comme il en avait usé avec le duc d'Enghien, à le faire arrêter puis transférer en France comme prisonnier: les ordres qu'il communiqua au maréchal Bessières, qui se trouvait à Burgos, le 17 avril 1808 ne laissent aucun doute à ce sujet[18]. Aussi quand, deux jours avant l'arrivée du Prince au château de Marrac, un aide de camp du Prince vint lui apporter une missive que celui-ci lui adressait d'Irun pour lui annoncer qu'il se proposait de quitter la vile pour venir «faire la connaissance de *son frère*», Napoléon ne put en croire ses yeux et laissa même paraître sa profonde stupeur devant son valet de chambre, Constant, et d'autres en s'exclamant: «Comment? Il vient ici? Mais vous vous trompez; il nous trompe! Cela n'est pas possible»[19]. Et quand l'Empereur put constater que Ferdinand ne cherchait nullement à jouer au plus fin avec lui et que sa démarche était dépourvue de toute ruse, il fut cette fois convaincu que le trait dominant de la personnalité de Ferdinand n'était pas la naïveté, mais la stupidité.

Le mépris et la haine

La prostration dans laquelle tomba le prince des Asturies quand il se rendit compte qu'il s'était jeté dans la gueule du loup ne fit que confirmer Napoléon dans son opinion. «Il est indifférent à tout, très matériel, mange quatre fois par jour et n'a idée de rien» écrivit-il le 22 avril 1808 son ministre des Affaires Extérieures, Champagny[20]. «Le Prince des Asturies est très bête, très méchant, très ennemi de la France» commenta-t-il le 1 mai à Talleyrand, prince de Bénévent[21]. «Il ne se résout à rien: tantôt il veut reconnaître son père, tantôt il ne le veut plus. Il est tiraillé en tous sens», lui affirma-t-il le 5 mai[22], avant de compléter le tableau le lendemain en déclarant:

> «Quant au prince des Asturies, c'est un homme qui inspire peu d'intérêt. Il est bête au point que je n'ai pu en tirer un mot. Quelque chose qu'on lui dise, il ne répond pas; qu'on le tance ou qu'on lui fasse des compliments, jamais

18. *Ibid.*, t. XVII, p. 18.
19. *Mémoires de Constant, premier valet de chambre de L'Empereur, sur la vie privée de Napoléon, sa famille et sa cour*, à Paris, chez Ladvocat, libraire de SAR le duc de Chartres, quai Voltaire et Palais Royal, 1830, t. IV, pp. 27-28.
20. *Correspondance de Napoléon I…*, t. XVII, p. 37.
21. *Ibid.*, t. XVII, p. 50.
22. *Ibid.*, t. XVII, p. 62.

> il ne change de visage. Pour qui le voit, son caractère se dépeint en un seul mot: un sournois»[23].

L'avenir devait prouver que, là encore, Napoléon avait vu juste. Mais pour l'instant, l'Empereur profitait de la veulerie du Prince pour lui imposer sa volonté: «Vous sentez bien qu'avec mon habitude de manier les hommes, son expérience de 24 ans n'a pu m'en imposer» fanfaronna-t-il auprès de Talleyrand[24]. Malgré les formes courtoises que mit l'Empereur dans ses relations avec celui qu'il ne désignait que par l'expression «le prince des Asturies, qui se fait appeler Ferdinand VII»[25], le refus obstiné de Napoléon de traiter en souverain son hôte-prisonnier ne tarda pas à venir à bout des prétentions de ce dernier. Le 5 mai 1808, à midi, Napoléon pouvait triomphalement écrire au grand duc de Berg, Murat:

> «Le prince des Asturies ne s'appelle plus que prince des Asturies, même de son aveu. Il m'avait fait demander il y a plusieurs jours une audience comme *Majesté*. Je l'ai refusée; hier il m'en a fait demander une comme *Altesse Royale*, je l'ai accordée»[26].

La jubilation d'avoir humilié Ferdinand qui perce dans ces propos laisse entrevoir, de la part de Napoléon, non pas seulement le fruit d'une tactique politique, mais un véritable dessein de sa vengeance. De fait, le prince des Asturies avait commis aux yeux de l'Empereur un véritable crime de lèse majesté en osant l'appeler *son frère* et même *son bon frère* dans la lettre qu'il lui avait adressée d'Irun pour lui annoncer sa venue à Bayonne[27]: devenu empereur et roi, le fils du notable d'Ajaccio Charles Bonaparte ne badinait pas avec l'étiquette et n'avait pas l'humilité de sa mère Letitia qui, devant l'incroyable ascension de sa famille, ne pouvait s'empêcher de s'exclamer: «pourvu que ça *doure*!».

Mais, au-delà des circonstances personnelles, Napoléon avait d'autres motifs de détester Ferdinand. «Ferdinand est l'ennemi de la France. C'est pour cela qu'on l'a fait roi», déclara-t-il au duc de Rovigo, Savary, l'homme de l'enlèvement du duc d'Enghien, qu'il avait chargé cette fois d' «escorter» le prince de la Paix jusqu'à Bayonne[28]. Ce «on» qui avait voulu porter le prince des Asturies sur le trône, c'était bien évidemment le gouvernement anglais

23. *Ibid.,* t. XVII, p. 66
24. *Ibid*, t. XVII, p. 50.
25. *Ibid.,* t. XVII, p. 39, (Napoléon à Talleyrand, Bayonne, 25 avril 1808): «Le prince des Asturies est ici; je le traite fort bien. Je l'accompagne au haut de l'escalier, je le reçois de même, mais ne le reconnais pas».
26. *Ibid.*, t. XVII, p. 62
27. *Mémoires de Constant…,* IV, pp. 27-28.
28. *Mémoires du duc de Rovigo…*, III, p. 261.

auquel l'Empereur attribua dans les mois qui suivirent l'origine de tous les soulèvements qui eurent lieu contre lui en Espagne[29]. Pour en avoir la preuve, l'Empereur n'hésita pas à violer le droit international et, le 1 mai 1808, il put écrire à Talleyrand:

> «J'ai fait arrêter […] ses courriers, sur lesquels on a trouvé des lettres pleines de fiel et de haine contre les Français, qu'il appelle à plusieurs reprises *ces maudits Français*»[30].

Pour Napoléon, qui fit montre à Bayonne d'une fourberie telle qu'elle provoqua la réprobation d'un homme comme Talleyrand, qui méritait bien son surnom de «diable boiteux»[31], Ferdinand n'était bien qu'un «sournois». Pire: un traître. Comme si un prince espagnol avait eu quelque motif d'allégeance naturelle à l'Empire, ou plutôt, à l'Empereur.

La nullité politique et morale du Prince des Asturies

En outre, Napoléon fut toujours persuadé que, comme il l'écrivit au grand duc de Berg, Murat, Ferdinand n'avait «aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation»[32]. Dès les premiers contacts épistolaires qu'il eut avec lui, l'Empereur prit des accents de Machiavel pour indiquer à Ferdinand les principes politiques élémentaires à partir desquels il devait se diriger. Ainsi, dès le 13 avril 1808, lui asséna-t-il dans une lettre qu'il lui adressa de Bayonne que «les droits du trône sont sacrés: toute démarche d'un souverain étranger auprès d'une cour étrangère est criminelle»[33]. Trois jours plus tard, le 16, il lui déclarait, à propos de la conduite à tenir à l'égard de Godoy:

> «En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami [Charles IV] à quelques réformes nécessaires dans ses états et à donner quelque satisfaction à l'opinion publique. Le renvoi du Prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis pas juge de ce qui s'est passé, et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre le sang et à faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que V. A. R. n'en fasse pas un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un Prince qui a épousé une princesse de sang royal et qui a si longtemps régi le

29. *Journal de l'Empire*, mardi 6-IX-1808, p. 1: «Relation des événements d'Espagne» et du 9-IX-1808, p. 4 (reprise d'un article de *L'Argus*).
30. *Correspondance de Napoléon I.*…, t. XVII, p. 50.
31. *Mémoires de Mme de Rémusat 1802-1808, publiés par son petit-fils Paul de Rémusat, sénateur de la Haute-Garonne,* Paris, Calmann-Levy, éditeurs, 3 rue Auber, 1906, III, p. 361.
32. Cité par Savary, *Mémoires du duc de Rovigo*…, III, p. 259.
33. *Correspondance de Napoléon I.*…, t. XVII, p. 11.

> royaume. Il n'a plus d'ami; V. A. R. n'en aura plus, si jamais elle est malheureuse. Comment d'ailleurs saurait-on faire le procès au prince de la Paix, sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses: le résultat sera funeste pour votre couronne. V.A.R. n'a de droits que ceux que lui a transmis sa mère. Si le procès la déshonore, V.A.R. déchire par là ses droits»[34].

Mais Napoléon n'entendait nullement être le Mentor de Ferdinand. Il ne voulait que l'impressionner par l'ampleur de ses vues, et lui faire prendre conscience, par comparaison, de sa chétivité. Le mépris dans lequel l'Empereur tenait le prince des Asturies ne fut un secret pour personne (et surtout pas pour l'intéressé) quand, pour mieux s'informer sur la position du Prince, il s'adressa, au mépris de l'étiquette et des convenances les plus élémentaires, non à ce dernier, mais à son conseiller, le chanoine Escoiquiz. Ce dernier en tira vanité. Mais son interlocuteur naturel était l'archevêque de Malines, M. de Pradt, celui qu'on appelait «l'aumônier de Mars», avec qui il eut effectivement de nombreuses entrevues du 24 au 30 avril 1808[35]. Mais certainement pas l'Empereur lui-même qui, en préférant s'entretenir avec l'ancien précepteur du Prince plutôt qu'avec celui-ci, manifesta publiquement le peu de cas qu'il faisait des vues politiques et de la capacité d'analyse de Ferdinand.

Au reste, au dire de Méneval, «les scènes scandaleuses dont l'Empereur fut témoin dans l'intérieur de cette famille, des preuves acquises de la profonde duplicité de Ferdinand lui ôtèrent toute confiance dans la stabilité d'une alliance avec ce prince»[36]. Etre le fils de Marie-Louise ne pouvait qu'être un motif supplémentaire de mépris pour Napoléon qui fut si désagréablement impressionné par la vulgarité de l'épouse de Charles IV et mère du prince des Asturies qu'il l'exprima à Talleyrand en ces termes: «la reine a son cœur et son histoire sur sa physionomie; c'est assez dire…»[37]. Sans déchoir de son trône, Napoléon ne pouvait insulter plus explicitement le prince des Asturies.

La lâcheté d'un prince

N'étant pas une «âme bien née», Ferdinand ne pouvait être qu'un lâche. Comme nous l'avons vu, Napoléon en était persuadé depuis l'affaire de

34. *Œuvres de Napoléon*, Paris, C.L.F. Panckouke, éditeur, rue des Poitevins n° 14, 1821, t. IV, pp. 289-289.
35. De Pradt, *Mémoires historiques*…, p. XIII.
36. Meneval, C. F., *Napoléon et Marie-Louise. Souvenirs historiques de M. le baron Méneval, ancien secrétaire du portefeuille de Napoléon premier consul et empereur, ancien secrétaire des commandements de l'Impératrice-Régente,* Bruxelles, Société Belge de Librairie, Hauman et C^e^., 1843 , I, p. 177.
37. *Correspondance de Napoléon I.*…, t. XVII, p. 50 (Bayonne, 1-V-1808).

l'Escurial et les lettres suppliantes que le prince des Asturies avait adressées à ses parents pour les implorer de lui accorder leur pardon. Aussi, quand arriva l'heure du dénouement et d'obtenir de Ferdinand et de son frère Carlos la reconnaissance de leur père comme seul roi légitime d'Espagne avant d'exiger leur renonciation à leurs droits à la couronne, n'hésita-t-il pas un seul instant à proférer à leur encontre des menaces de mort s'il n'obéissaient pas à ses ordres. La satisfaction de la façon dont il obtint le renoncement des princes apparaît nettement dans la façon dont il informa Murat de la manière dont il était parvenu à ses fins:

> «Immédiatement après avoir reçu votre lettre, je me suis rendu chez le roi Charles; j'y ai fait venir les deux princes. Le Roi et la Reine leur ont parlé avec la plus vive indignation. Quant à moi, je leur ai dit: «si d'ici à minuit, vous n'avez pas reconnu votre père pour votre roi légitime et ne le mandez à Madrid, vous serez traités comme rebelles»[38].

La menace n'était pas à prendre à la légère: Napoléon en avait usé de la sorte en 1804 en faisant passer par les armes le duc d'Enghien après avoir ordonné son enlèvement en territoire étranger et l'avoir traduit devant une commission militaire. Mais, à Bayonne, l'Empereur était-il prêt à mettre sa menace à exécution? Certainement pas. Il n'entendait pas «faire un héros» de Ferdinand et le déclara dans une lettre qu'il adressa à Murat pour lui signifier qu'il ne voulait pas que l'on use de violence contre les membres de la famille royale espagnole car, affirmait-il sentencieusement, «il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines»[39]. Mais encore une fois, Napoléon avait vu juste: la perspective de se retrouver devant un peloton d'exécution avait annihilé chez le Prince tout sentiment d'honneur et de devoir.

Si l'on en croit les confidences qu'aurait faites l'Empereur à divers membres de la Cour qui l'avaient accompagné au château de Marrac, Napoléon aurait même eu quelque mérite à laisser la vie sauve au Prince des Asturies puisque la reine Marie-Louise «lui demanda de faire monter son fils à l'échafaud»[40]. Il n'est pas impossible toutefois que Napoléon, informé par sa police des critiques que suscitait dans le faubourg Saint-Germain le traquenard qu'il avait tendu à la famille royale espagnole à Bayonne, ait exagéré (voire inventé) les propos de l'épouse de Charles IV pour montrer que les Bourbons de Madrid ne méritaient pas le moindre égard. Mais en tout état de cause, en le confiant à l'hospitalité vigilante de Talleyrand, Napoléon avait le sentiment de lui

38. *Ibid.*, t. XVII, p. 63 (Bayonne, 5-V-1808).
39. Cité par Savary, *Mémoires…*, III, p. 259.
40. JOURDAN, *Mémoires…*, p. 29.

confier un homme brisé qui ne chercherait nullement à tenter de reconquérir le trône dont il avait été spolié.

Un mépris de plus en plus profond

Napoléon tenta de faire sentir le moins possible à Ferdinand sa situation de prisonnier et fit même relever de son commandement à Valençay le chef d'escadron de gendarmerie Henri, au seul fait que «cet homme […] paraissait peu agréable» aux princes espagnols[41].

Ce fut bien la seule considération qu'il eut à leur égard. En effet, Napoléon n'eut aucun scrupule à ne pas respecter les engagements financiers qu'il avait pris à Bayonne auprès de Ferdinand et, au lieu des 400 000 francs annuels que ce dernier devait percevoir, par douzièmes, il dut se contenter, au dire de son ministre des finances Mollien, de la moitié à peine de cette somme, inscrite au budget de l'Etat, non comme dépense, mais comme prêt au royaume d'Espagne[42]. Or la convention signée en son nom à Bayonne le 10 mai 1808 par le général Duroc, grand maréchal du Palais, et par D. Juan de Escoiquiz, représentant le prince des Asturies spécifiait que « l'Empereur des Français et Roi d'Italie accord*ait* à S.A.R. le prince des Asturies 400 000 francs de rentes apanagères sur le trésor de France»[43], Napoléon viola cette clause en imposant à son frère cette clause du traité qu'il signa avec lui le 7 juillet 1808:

> «S. M. le Roi Joseph-Napoléon, devenu Roi d'Espagne, s'engage à remplir toutes les conditions imposées à S. M. l'Empereur par le Traité du 5 mai 1808 conclu avec le Roi Charles IV et par le traité du 10 mai avec le Prince des Asturies»

et que:

> «En conséquence, S. M. Joseph Napoléon aura à verser par douzième, chaque mois, dans le trésor public de France, à compter du 1 mai dernier, les sommes annuelles ci-dessous spécifiées, savoir:
> 7 500 000 francs à payer au Roi Charles IV

41. *Correspondance de Napoléon I…*, t. 17, p. 137.
42. MOLLIEN, Comte de, *Mémoires d'un Ministre du trésor Public, 1780-1815. Avec une notice par M. Ch. Gomal,* Paris, Guillaumin et C^ie^., éditeurs du Journal des économistes, rue de Richelieu, 15, 1898, II, p. 225 et 2 363.
43. «Convention signée à Bayonne le 10 mai 1808 entre l'Empereur Napoléon et le Prince des Asturies pour l'abandon par celui-ci de ses droits à la couronne d'Espagne», in *Recueil des Traités de la France publié sous les auspices de M. C. de Frayssinet, ministre des Affaires Etrangères, publié par M. de Clercq, Ancien Ministre Plénipotentiaire, tome deuxième, 1808-1815,* Paris, A. Durand et Pedone-Laurel éditeurs, Libraires de la Cour d'Appel de l'Ordre des Avocats, G. Pedone-Lauriel, successeur, 13, rue Soufflot, 1880, p. 249.

> 1 000 000 id. à D. Ferdinand-Marie François de Paule, Prince des Asturies […]».

On peut sourire en constatant que Napoléon n'aurait pas dépareillé dans la galerie de loups cerviers financiers dépeints par Honoré de Balzac dans la *Comédie humaine* puisque les «droits réunis» qu'il avait appliqués sur la rente promise au Prince des Asturies s'élevaient à 150% (un million au lieu de 400 000 francs)! Mais le plus important, c'est que les conventions passées avec Charles IV et les princes d'Espagne n'était pour l'Empereur que des traités léonins qu'il pouvait respecter (ou non) en raison de son humeur, ou des circonstances. En faisant porter, sans la moindre concertation avec eux, les rentes qui leur étaient dues non plus sur le budget de l'empire français, mais du royaume d'Espagne, Napoléon manifestait son peu de respect de la parole donnée, mais aussi le peu de cas qu'il faisait des membres d'une famille royale déchue. Pire: en écrivant à son ministre des finances, Mollien, qu'il donnerait probablement au prince des Asturies 500 000 francs de plus que prévu[44], c'est-à-dire, en faisant dépendre les revenus du Prince de son bon plaisir impérial, Napoléon rabaissait Ferdinand au rang d'un serviteur dont les gages pouvaient être augmentés en fonction de son dévouement. Il aurait difficilement pu se montrer plus vexant ou injurieux.

Par ailleurs, Ferdinand ayant eu l'outrecuidance (selon l'Empereur) de lui adresser une lettre dans laquelle il l'appelait «son cousin», il lui fit signifier, par l'intermédiaire de Talleyrand et du duc de San Carlos que cela était «ridicule» et qu'il devait s'en tenir, comme tout à chacun, à la formule «Sire»[45]. Non seulement le Prince se le tint pour dit, mais il multiplia les témoignages de servilité à l'égard de celui qui l'avait privé de ses droits à la couronne d'Espagne. Loin de lui en savoir gré, l'Empereur ne vit dans l'attitude de Ferdinand qu'une preuve de plus de sa lâcheté. Et s'il préféra, dans un premier temps, garder par devers lui de telles preuves de la bassesse de Ferdinand, il ne manqua pas de les utiliser par la suite pour tenter de le discréditer, comme lorsqu'il fit publier dans le *Moniteur* du 5 février 1810 un certain nombre de lettres que lui avait adressées Ferdinand de Valençay, comme celle-ci, datée du 26 juillet 1808:

> «Sire, j'ai reçu avec bien de la reconnaissance la lettre de votre majesté impériale et royale du 20 du mois courant, dans laquelle elle daigne m'assurer la prompte expédition de ses ordres pour mes affaires.

44. *Correspondance de Napoléon I…,* t. XVII, p. 79.
45. *Ibid.*, t. XVII, p. 189. Lettre à Talleyrand, 24-V-1808: « Mon Cousin, le prince Ferdinand, en m'écrivant, m'appelle son *Cousin*. Tachez de faire comprendre à M. de San Carlo combien cela est ridicule et qu'il doit m'appeler simplement *Sire* ».

> Mon oncle et mon frère ont été charmés comme moi de l'annonce de l'arrivée de votre majesté impériale et royale à Paris, qui nous rapproche de sa présence; et puisque, quelle que soit sa route, elle doit passer près d'ici, nous regarderions comme une bien grande satisfaction que votre majesté impériale et royale eût la bonté de nous permettre d'aller à sa rencontre, et de lui renouveler personnellement nos hommages à l'endroit qu'elle désignera, pourvu que cela ne l'incommodât pas.
>
> Votre majesté impériale et royale excusera ce désir inséparable du sincère attachement et du respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Sire, de votre majesté impériale et royale, le très humble et très dévoué serviteur»[46].

Napoléon s'étonna toujours de ce que Ferdinand fît célébrer en grande pompe les victoires des armées impériales ou le 15 août (Talleyrand, par la suite, se plaindra que les princes espagnols avait «tout dégradé» à Valençay «à force d'y tirer des feux d'artifices pour la Saint-Napoléon»![47]) et qu'il pût le «féliciter avec le respect, l'amour, la sincérité et la reconnaissance» dans lesquels il vivait «sous la protection de sa majesté impériale et royale»[48]. Une telle platitude ne pouvait que renforcer, si faire se pouvait, le profond mépris dans lequel Napoléon tenait le Prince depuis l'affaire de l'Escurial.

Mais ce qui provoqua plus que tout l'indignation de Napoléon, ce fut l'obstination de Ferdinand à vouloir entrer dans la famille impériale, soit en obtenant la main d'une de ses nièces, comme il en fit la demande le 28 novembre 1808, en même temps qu'il sollicita d'être nommé dans l'Ordre Royal d'Espagne créé par Joseph[49]; soit en devenant le fils adoptif de l'Empereur, comme il le confia dans un billet qu'il adressa à M. Berthemy, gouverneur du château de Valençay, autrement dit, son geôlier, le 4 avril 1810[50]. A en croire une proche de Joséphine, Georgette Ducrest, qui tenait l'anecdote de l'impératrice, en constatant que Ferdinand caressait toujours l'espoir d'une alliance matrimoniale avec la famille impériale, Napoléon ne put contenir son indignation et tint ces propos:

---

46. Publié par Juan Antonio Llorente, sous l'anagramme de *Nellerto*, *Mémoires pour servir à la révolution d'Espagne, avec des pièces justificatives,* tome second, Paris, imprimerie de Plassan, rue de Vaugirard, n° 17, près de l'Odéon, 1815, pièce justificative n° LXXXI, pp. 262-263.
47. *Mémoires de Mme de Rémusat…,* III, p. 395.
48. «Lettre de Ferdinand à l'empereur, 6-VIII-1809», publiée dans le *Moniteur* du 5-II-1810, et reproduite par Llorente dans les *Mémoires pour servir à la révolution d'Espagne*, document XCIV, pp. 306-307.
49. *Mémoires et correspondance politique et militaire du roi Joseph, publiés, annotés et mis en ordre par A. du Casse, aide de camp de S.A.I. le prince Jérôme Napoléon*, Paris, Perrotin, libraire-éditeur, 41 rue Fontaine Molière, 1854, tome VII, pp. 106-107.
50. *Mémoires pour servir…*, document XCVII, p. 316-317.

> «Est-il possible qu'il s'abaisse ainsi? […] Moi, lui donner quelqu'un qui m'appartienne! Je lui refuserais votre femme de chambre, Madame, car je suis persuadé qu'elle aurait des sentiments trop élevés pour un tel époux. Aucune princesse ne voudra de lui. Qu'il reste à jouer des proverbes à Valençay, chez Talleyrand qu'il s'amuse; moi je donnerai à son peuple un roi qui saura régner»[51].

On ne saurait dire que Napoléon réussit dans son projet. Mais il est curieux de constater qu'il fit à son frère Joseph le même reproche qu'il adressait à Ferdinand: celui de trop se complaire dans la compagnie des femmes, à «jouer des proverbes» pour l'un, «à cache-cache ou à colin-maillard» pour l'autre…[52]. Toutefois, l'Empereur entendit bien tirer parti chez Ferdinand de ce faible pour le beau sexe qui l'exaspérait chez son frère. En ordonnant au prince de Bénévent de recevoir les princes espagnols dans sa propriété de Valençay, Napoléon qui voulut sans doute punir Talleyrand d'avoir eu l'impudence et l'imprudence de le critiquer dans les salons parisiens sur la façon dont il s'était conduit à Bayonne[53], transforma son ancien ministres des Affaires Extérieures et vice-grand électeur non seulement en geôlier, mais en proxénète et mari complaisant, et son château en une véritable maison close, puisqu'il n'hésita pas à lui suggérer (c'est-à-dire, lui ordonner) de «faire venir [à Valençay] Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq femmes». «Si le prince des Asturies -ajoutait-il- s'attachait à quelque jolie femme, et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient, puisqu'on aurait un moyen de plus de le surveiller»[54]. Les rapports de galanterie que pouvaient entretenir Ferdinand et son frère Carlos avec la maîtresse des lieux, l'épouse de Talleyrand, amusèrent même Napoléon au point de commettre l'indélicatesse de s'en gausser devant le prince de Bénévent qui s'en offusqua. Pour l'apaiser, l'épouse infidèle fut priée de quitter son château: elle s'exécuta en emportant les regrets et le missel des princes[55].

---

51. [DUCREST, Georgette], *Mémoires sur l'Impératrice Joséphine, ses contemporains, la cour de Navarre et de la Malmaison*, Paris, Ladvocat, Libraire de SAR M. le duc de Chartres, quai Voltaire et palais Royal, 1826, II, p. 84-85.
52. ROEDERER, P. L., *Bonaparte me disait… Conversations notées par le comte P. L. Roederer [préface de Maximilien Vox],* Paris, Horizons de France, 1942, p. 183.
53. MENEVAL, C. F., *Napoléon et Marie-Louise. Souvenirs historiques,* I, p. 183 sq.
54. Napoléon à Talleyrand, Bayonne, 9-V-1808, cité par François Bonneau, *Les Princes d'Espagne à Valençay ou l'Espagne humiliée*, s.l.n.d., 1986, p. 15.
55. [DUCREST, Georgette], *Mémoires sur l'Impératrice Joséphine*…, II, p. 85 (n.): «Madame de Talleyrand mit tous ses soins à rendre le séjour de Valençay agréable aux princes d'Espagne. Elle y parvint, puisque, peu occupés de l'affreuse position d'une malheureuse patrie en proie à tous les maux, qu'entraînaient une révolution et les horreurs d'une guerre civile, le plus grand fléau qui puisse peser sur un peuple, LL. AA. passaient leur vie dans les plaisirs et les fêtes. Cette conduite détruisit l'intérêt qu'inspirait leur

Une ténébreuse affaire

Napoléon se refusa à rendre publique la demande d'alliance matrimoniale formulée par Ferdinand, estimant qu'une telle démarche était «trop honteuse pour être croyable et ne manquerait pas d'être regardée comme une fabrication mensongère»[56]. Mais il ne perdit pas l'occasion de divulguer par voie de presse les autres lettres dans lesquelles le prisonnier de Valençay manifestait son «amour» et son « attachement parfaits pour la personne sacrée de Sa Majesté» comme sa «soumission et […] obéissance entière à ses intentions et à ses ordres»[57]. Sans doute espérait-il ainsi détacher de leur *Désiré* ceux qui se sacrifiaient pour lui. Mais seul Blanco White reprit dans *El Español* la lettre adressée à Berthemy dans laquelle Ferdinand demandait à devenir le fils adoptif de Napoléon[58]. La *Gazeta de Madrid*, pour sa part, ne publia aucun des documents compromettants adressés par le prisonnier de Valençay à l'Empereur, sans doute par volonté systématique de ne jamais faire de référence à l' «Absent». Au reste, la différence entre l'idée que se faisaient les patriotes espagnols de leur souverain légitime était si diamétralement opposée à ce

malheur. C'était une politique très fine que de les entraîner ainsi à suivre une marche opposée à celle dictée par leur position. M^me^ de Talleyrand ne se rendit pas coupable; elle suivit les mouvements d'un bon cœur, en tachant d'adoucir les désirs de ceux qui l'entouraient. Un ordre de Napoléon força la princesse de Talleyrand à s'éloigner de Valençay. Elle emporta les regrets de ses nobles prisonniers, qui, pour lui témoigner leur reconnaissance, la prièrent d'accepter ce qu'ils avaient de plus précieux: leur livre de prières. Le roi Ferdinand lui a depuis envoyé d'Espagne l'ordre de la Reine, accompagné d'une lettre très flatteuse».

56. LORD HOLLAND, *Souvenirs diplomatiques de Lord Holland publiés par son fils Lord Henri Edouard Holland, traduit de l'anglais par G. de Chonski*, Paris, Just Rouvier, rue du Paon, 8, école de Médecine, A. Ledoyen, Palais-National, Galerie d'Orléans, 11, 1851, 296 p. [Edition originale: *Lord Holland's Foreign, Reminiscence edited by his Son Henry Edward Lord Holland*, London, Longman, Green and Longmans, 1850.], p. 90: «Stanislas Girardin, homme d'une grande véracité, et ami intime de Joseph quand celui-ci était roi d'Espagne, m'a assuré que Ferdinand écrivit de sa propre main à Napoléon ou à Joseph pour les féliciter de la victoire de Tudela et qu'il renouvela en même temps sa demande d'une alliance matrimoniale avec la maison de Bonaparte. Plusieurs des conseillers impériaux étaient d'avis d'imprimer la lettre dans le Moniteur dans l'espoir de révolter les partisans enthousiastes de Ferdinand en leur faisant voir la lâcheté de leur chef. L'empereur fit observer que non seulement la connaissance de ce fait pouvait avoir plus tard des inconvénients, mais que l'objet immédiat de la publication ne serait pas atteint à cause de cette même bassesse qu'on voulait mettre dans tout son jour. Cela était trop honteux pour paraître croyable, et ne manquerait pas d'être regardé comme une fabrication mensongère. Il détruisit la lettre».

57. «Lettre de Ferdinand VII à M. Berthemy, gouverneur de Valencé [sic], 4-IV-1810» publiée dans le *Moniteur* le 26-IV-1810, in *Mémoires pour servir…*, document XCVIII, pp. 316 -317.

58. *El Español*, t. I, p. 118; cité par Nellerto, *Mémoires pour servir…*, I, p. 333.

que révélait sa correspondance avec l'Empereur qu'ils n'auraient jamais pu admettre qu'il ne s'agissait pas de faux inventés de toute pièce par le perfide Napoléon ou ses sbires.

De tels soupçons n'auraient pas été sans fondement. En transmettant ses ordres au chef de la «haute police» (c'est-à-dire, la police politique), Desmaret, au sujet de la machination qu'il avait mise au point avec l'Empereur après l'arrestation du soi-disant Kolli, en mars 1810, pour prouver au gouvernement anglais que Ferdinand se refusait à s'évader de Valençay, Foucher, duc d'Otrante, avait été d'une clarté lumineuse:

> «Aussitôt cette lettre reçue, vous réunirez toutes les pièces qui concernent l'affaire Kolli et vous me ferez un rapport pour l'empereur sur cette affaire qui pourra être publié dans le *Moniteur.*
>
> […] Le but de ce rapport est de persuader le ministère anglais que les princes de Valençay ne veulent avoir aucune communication avec les insurgés et qu'ils les regardent même comme les ennemis de leur pays. Il sera même bien de faire les honneurs de cette arrestation à l'avis que les princes ont donné des propositions qui leur ont été faites par le baron de Kolli. On donnera à la suite de ce rapport le détail de la fête que les princes ont donnée à l'occasion du mariage de sa majesté»[59].

Naturellement, Desmaret s'empressa de rassembler ou confectionner les pièces demandées et, le 26 avril 1810, le *Moniteur*, avec l'accord de Napoléon publia (entre autres documents) l'annonce la prétendue arrestation à Valençay du baron de Kolli, le rapport du gouverneur du château sur les festivités organisées sur ordre des princes pour célébrer les noces de Napoléon et de Marie-Louise, la lettre dans laquelle Ferdinand demandait à devenir le fils adoptif de Napoléon ainsi que celle, en date du 8 avril 1810, adressée au gouverneur de Valençay, dans laquelle il déclarait:

> «Monsieur le gouverneur, un inconnu vient de s'introduire en ce palais, sous prétexte de faire voir des ouvrages au tour, et il a de suite osé faire à M. d'Amezaga, notre premier écuyer et intendant-général, la proposition de m'enlever de Valencé [sic], de me remettre des lettres dont il est porteur, enfin de conduire à sa fin le projet et le plan de cette entreprise affreuse.
>
> Notre honneur, notre repos, la bonne opinion due à nos principes, tout était singulièrement compromis si M. d'Amezaga n'eût pas été à la tête de notre maison, et n'eût pas donné en cette circonstance périlleuse une nouvelle

59. *Témoignages historiques ou 15 ans de haute police par M. Desmaret, chef de cette partie pendant tout le Consulat et l'Empire,* Paris, Alphonse Levavasseur, Libraire, rue de Choiseul, 9, Bousquet, Libraire, Palais Royal, 1833, p. 357-358. Sur cette «ténébreuse affaire», comme aurait dit Balzac, on pourra également consulter la version de l'intéressé: *Mémoires du baron de Kolli et de la reine d'Etrurie*, Paris, G. L. Michaud, Libraire-éditeur, place des Victoires, n° 5, 1823.

> preuve de sa fidélité et de son attachement inviolable pour S.M. l'empereur et roi et pour moi. Cet officier, qui a commencé, monsieur, par vous informer au moment même de l'entreprise dont il s'agit, m'en a donné connaissance immédiatement après.
>
> J'ai voulu, monsieur, vous faire savoir moi-même que je suis informé de cette affaire, et manifester itérativement dans cette occasion mes sentiments de fidélité inviolable pour l'empereur Napoléon, et l'horreur que m'inspire ce projet infernal, dont je désire que l'auteur et les complices soient punis comme ils le méritent.»[60]

Mais cette lettre était-elle bien de la main de Ferdinand? Certes, on avait bien réussi (non sans difficulté) à introduire près de lui «sous forme de marchand» un faux baron de Kolli. Mais de l'aveu même de Desmarest, «après quelques emplettes», le Prince «lui tourna le dos et en resta là» et, lorsqu'il publia ses mémoires en 1833, l'ancien chef de la «haute police» en était encore à se demander si Ferdinand avait, non pas «compris, mais entendu ce que lui disait le marchand»[61]. On imagine mal, dans ces conditions, qu'il ait pu rédiger la lettre qui fut publiée dans le *Moniteur*.

Le triomphe de Ferdinand VII

Après n'avoir cessé, par tous les moyens (même les moins honorables) de jeter le discrédit sur Ferdinand dans l'opinion publique française, Napoléon se vit contraint, par la force des armes, à suivre les conseils de Talleyrand[62] et à négocier avec son prisonnier pour tenter de séparer l'Espagne de l'alliance avec l'Angleterre. Le «mon Cousin» qui commençait la lettre qu'il lui adressa le 12 novembre 1813 par l'intermédiaire du comte de La Forest, chargé des négociations qui devaient aboutir au traité de Valençay, dut faire naître beaucoup d'espoir et sembler bien doux à l'hôte de Talleyrand[63]. Mais malgré ce

60. NELLERTO, Juan, *Mémoires pour servir…*, document CIII, pp. 327-328.
61. *Ibid.*, p. 360.
62. *Mémoires de Mme. de Rémusat…*, I, p. 107.
63. Cité par Escoiquiz, *Exposé des motifs qui ont engagé en 1808 S. M. C. Ferdinand VII à se rendre à Bayonne; présenté à l'Espagne et à l'Europe par D. Juan Escoiquiz, Conseiller d'Etat, commandeur de l'ordre de Charles III, etc., traduit librement de l'espagnol en français, augmenté de notices historiques sur D. Juan Escoiquiz, ainsi que sur plusieurs Ministres et grands Seigneurs espagnols et où on trouvera des pièces authentiques sur le massacre de Madrid. Orné du portrait de l'Empereur,* Paris, L. G. Michaud, imprimeur du Roi, rue des Bons Enfants, n° 34, 1816, p. 76 ; p. 87 dans la version en espagnol: *Idea sencilla de las razones que motivaron el viaje del Rey Fernando VII a Bayona en el mes de abril de 1808, dada al público de España y Europa por el Exmo Señor D. Juan Escoiquiz, &c, &c, para su justificación y la de las demás personas que componían entonces el Consejo privado de S. M. contra las imputaciones vagas de imprudencia o ligereza divulgadas contra ellos por algunos sujetos poco instruidos de las expresadas razone, acompañada*

traitement courtois, Napoléon continuait de donner à Ferdinand le simple titre de prince des Asturies. Pour lui, il ne s'agissait nullement de restaurer Ferdinand sur son trône, mais de l'y élever: l'attitude de l'Empereur à l'égard du Prince n'avait nullement changé depuis les événements d'Aranjuez de 1808. Mais la situation militaire rendait maintenant sa prétention ridicule.

Pour faire pression sur Ferdinand, la presse impériale n'hésita pas à publier de prétendues rumeurs tirées de journaux espagnols (dont elle ne donnait évidemment pas les titres) selon lesquelles le duc de Wellington s'apprêtait à devenir roi d'Espagne[64]. Sans doute n'avait-il pas besoin de cela pour accepter le traité que son représentant, le duc de San Carlos, et celui de Napoléon, le comte de La Forest, signèrent le 11 décembre 1813. En France, la presse garda le plus grand silence sur cette affaire. A Cadix, *El Conciso* du 20 janvier 1814 rendit compte des événements en déclarant que Ferdinand devait revenir de la manière dont les espagnols le souhaitaient et non pas comme Bonaparte l'entendait[65]. Les adversaires de Napoléon craignaient en effet que Ferdinand ne fût tombé dans quelque piège et ne se fût livré, une nouvelle fois, pieds et poings liés, à l'Empereur. Peltier, dans la soixante-troisième livraison de la chronique intitulée «Le Logographe ou Le Moniteur secret» (publiée dans *L' Ambigu* du 20 février 1814), exprima cette crainte dans de prétendues «*Instructions verbales* de Napoléon à Caulincourt» en faisant dire à l'Empereur:

> «Il est inutile de parler de l'Espagne; c'est un pays divisé dans lequel j'introduirai, quand il me conviendra, tous les éléments de la guerre civile. Je mets Ferdinand en liberté et je lui fais nommer un ministre au Congrès; je l'enverrai même s'il le faut au quartier général des Alliés. Une fois intronisé en Espagne, il aura contre lui les partisans du gouvernement représentatif, les grands qui n'ont pas voulu figurer à la farce de Bayonne et que j'ai traités comme vous savez, les partisans de son père, les créatures de sa mère. S'il parvient à se maintenir malgré ces divers opposants, je le marie à la princesse Zénaïde, fille de mon frère Joseph, et alors je serai plus maître des Espagnes que si ce dernier .y régnait encore. Enfin, si le roi Ferdinand m'échappe, j'ai encore en réserve le vieux roi dont je ferai un personnage attendrissant»[66].

---

de una noticia breve de los sucesos y negociaciones de Valençay, hasta la vuelta de S. M. a España, Madrid, en la Imprenta Real, 1814.

64. *Journal de l'Empire,* 17-XII-1813, p. 3.
65. Cité par *L' Ambigu ou Variétés littéraires et politiques. Recueil périodique publié les 10, 20 et 30 de chaque mois par M. Peltier,* à Londres, de l'imprimerie de P. Da Ponte, n° 15, Poland Street, Oxford Street. On souscrit chez le Rédacteur, M. Peltier, n° 7, Duke Street, Portland Place, n° CCCXCI, 10-II-1814, vol. 44, p. 434.
66. *L' Ambigu*…, n.° CCCXCI [sic pour CCCXCII], 20-II-1814, vol. 44, pp. 563-564.

Peltier ne manquait ni de renseignements, ni de perspicacité. Malgré ses refus antérieurs, Napoléon avait bel et bien offert la main la fille aînée de Joseph, Zénaïde, à celui qu'il s'apprêtait à reconnaître comme Ferdinand VII. Le mariage avait même été arrêté, mais Ferdinand avait demandé à ce qu'il fût différé. C'était au tour de l'Empereur d'être dupe de promesses: à Sainte Hélène, il était encore persuadé qu'il était «hors de doute que, si les affaires de 1814 eussent tourné différemment» le roi d'Espagne aurait épousé sa nièce[67]. Mais il n'avait pas renoncé, non plus, comme le prévoyait Peltier, à soutenir, contre Ferdinand, «les partisans du gouvernement représentatif». En apprenant, le 2 février 1816, l'exécution de Porlier, il l'avouera d'ailleurs au comte de Las Cases, qui consigna ses paroles dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*:

> «Je ne suis pas du tout surpris de cette tentative en Espagne. A mon retour de l'île d'Elbe, ceux des Espagnols qui s'étaient montrés les plus acharnés contre mon invasion, qui avaient acquis le plus de renommée dans la résistance, s'adressèrent immédiatement à moi: ils m'avaient combattu, disaient-ils, comme tyran; ils venaient m'implorer comme un libérateur. Ils ne me demandaient qu'une légère somme, disaient-ils, pour s'affranchir eux-mêmes et produire dans la Péninsule une révolution semblable à la mienne. Si j'eusse vaincu à Waterloo, j'allais les secourir. Cette circonstance m'explique la tentative d'aujourd'hui. Nul doute qu'elle se renouvelle encore. Ferdinand, dans sa fureur, a beau vouloir serrer avec rage son sceptre, un de ces beaux matins, il lui glissera de la main comme une anguille»[68].

On peut légitimement douter de l'exactitude de ces propos. Mais ce qui est certain, c'est que, pendant les Cent Jours, Napoléon avait bel et bien envisagé de fomenter une guerre civile en Espagne contre Ferdinand VII puisqu'il avait chargé son frère Joseph, le 2 mai 1815, de former une Junte «composée de cinq membres, les plus actifs et les plus entreprenants» qui ferait rédiger à Paris une gazette en espagnol dont le but serait d'éclairer leurs compatriotes, «de les porter à l'insurrection et à la désertion» et devrait également «s'occuper des projets d'expédition de guérillas, de leur organisation et des moyens de les faire entrer en Espagne»[69].

---

67. LAS CASES, Comte de, *Mémorial de Sainte-Hélène, illustré de 120 nouveaux dessins par Janet-Lange et Gustave Janet. Publié avec le concours de M. Emanuel de las Cases, page de l'Empereur à Sainte-Hélène,* Paris, Gustave Barba, libraire-éditeur, rue de Seine, 31, s.d. [1862], p. 132.
68. *Ibid.*, p. 70.
69. *Lettres inédites de Napoléon I éditées par L. Lecestre,* II, p. 339. Cité par ARTOLA, Miguel, *Los afrancesados. Prólogo de Gregorio Marañón,* Madrid, ediciones Turner, 1976, p. 270 (première édition, 1953). Cf. également DUFOUR, Gérard, *Juan Antonio Llorente en France (1813-1823). Contribution à l'étude du libéralisme Chrétien en France et en Espagne au début du XIX^e siècle,* Genève, Droz, 1982, p. 82.

Pour Napoléon, la paix avec Ferdinand VII n'était pas suffisante: il avait une revanche à prendre, humilié qu'il était d'avoir dû céder à un homme qu'il méprisait.